

**Chers décideurs,**

Face à la multiplication des crises mondiales, nous nous alarmons de constater que le monde se détourne de l'un des meilleurs investissements qu'il soit en faveur de la paix, de la prospérité et de l'égalité : l'éducation.

Alors que des progrès notables ont été accomplis à l'échelle mondiale en matière d'accès à l'éducation et d'achèvement des cycles scolaires, ces avancées s'érodent rapidement. Aujourd'hui, plus de [273 millions d'enfants et de jeunes](#) ne sont pas scolarisés. Ce chiffre augmente pour la **septième année consécutive**.

De plus, [234 millions](#) d'enfants et d'adolescents touchés par des crises ont un besoin urgent de soutien éducatif. Partout dans le monde, des enfants sont arrachés à leur foyer, chassés des salles de classe ou contraints de chercher des moyens d'accéder à l'éducation alors que les conflits, les chocs économiques et climatiques et l'instabilité s'intensifient. Ceux qui sont déjà confrontés à la marginalisation — notamment les filles, les enfants en situation de handicap, les enfants réfugiés et ceux touchés par l'extrême pauvreté — sont les plus durement frappés.

Dans le même temps, **les enseignants, qui constituent la colonne vertébrale de tout système éducatif, sont poussés au-delà de leurs limites**. Trop souvent insuffisamment formés, mal soutenus et dépourvus de moyens, on attend d'eux qu'ils maintiennent l'enseignement dans des conditions impossibles, alors même que [la pénurie mondiale d'enseignants ne cesse de s'aggraver](#).

Et pourtant, les enfants, les jeunes et les élèves continuent de faire entendre leur voix. Dans tous les contextes, y compris en situation de crise, [l'éducation demeure leur priorité absolue](#). Les enfants, les jeunes, les élèves et leurs familles comprennent l'espoir et les perspectives que seule l'éducation peut offrir.

**Mais ils sont abandonnés au milieu de trous béants de financement — laissant leurs besoins sans réponse et leur droit d'apprendre et s'épanouir non [appliqué](#).**

Nous sommes solidaires des enfants, des jeunes, des élèves et des enseignants du monde entier, et appelons les décideurs à **agir dès maintenant pour protéger l'éducation**, fondement de sociétés pacifiques, en bonne santé, équitables et prospères.

Dans tous les contextes, les pays renforcent leurs investissements nationaux dans l'éducation. Les nouveaux engagements présentés au Partenariat Mondial pour l'Éducation (GPE) montrent qu'à date, plus de 44 pays partenaires mobiliseront environ 238 milliards de dollars de ressources nationales pour l'éducation entre 2026 et 2030. **Pour pérenniser et déployer ce schéma directeur, le rôle catalytique de l'Aide Publique au Développement (APD) dans l'efficacité des partenariats menés par les pays eux-mêmes est fondamental.**

**L'éducation ne peut demeurer victime de l'inaction politique ni d'une compétition entre toutes les priorités.** Elle est une ligne de vie — qui sous-tend [la paix et la sécurité](#) à long terme, la résilience climatique, la croissance économique, l'égalité de genre et les progrès vers l'ensemble des Objectifs de Développement durable.

2026 est une année décisive pour protéger l'éducation. Les deux principaux fonds mondiaux pour l'éducation — le Partenariat Mondial pour l'Education (GPE), et Education Cannot Wait (ECW) — nécessitent des investissements ambitieux et immédiats pour atteindre les enfants qui ont le plus besoin de soutien. À une époque de contraction budgétaire, investir dans ECW et le GPE constitue un moyen rentable et à fort impact d'offrir à tous les enfants la possibilité d'apprendre — que ce soit en garantissant une éducation d'urgence en temps de crise ou en construisant des systèmes éducatifs solides et résilients, capables de pérenniser les investissements dans le temps. Ces deux mécanismes doivent être pleinement soutenus et financés.

**Nous appelons les décideurs à :**

- 1. Financer pleinement le Partenariat Mondial pour l'Education (GPE) et Education Cannot Wait (ECW)** à des niveaux correspondant à l'ampleur de la crise actuelle du financement de l'éducation — soit un déficit annuel de [97 milliards de dollars](#) — en reconnaissant que ces deux mécanismes sont complémentaires et renforcent mutuellement leur impact.
- 2. Protéger et accroître les financements nationaux et internationaux en faveur de l'éducation.** Même dans un contexte de contraintes budgétaires, l'investissement dans l'éducation est essentiel à la stabilité, à la relance et à la croissance à long terme.
- 3. Prioriser un financement de l'éducation qui réponde aux besoins variés et entrecroisés des enfants, des jeunes, des élèves et des enseignants,** avec une attention particulière portée à l'égalité de genre, à l'inclusion du handicap, aux apprenants réfugiés et aux enfants touchés par l'extrême pauvreté.

Nous sommes à un tournant décisif. À l'heure où l'instabilité mondiale grandit et où les inégalités s'aggravent, investir dans l'éducation n'est pas seulement une question de justice et d'équité, mais aussi de paix, de sécurité et de prospérité économique à long terme à l'échelle mondiale. Sans investissements audacieux immédiats, des décennies de progrès seront réduites à néant, les inégalités et l'instabilité persisteront pour des générations entières à venir. Pas de financement. Pas d'apprentissage. Pas d'avenir. C'est maintenant qu'il faut investir !

**Cette lettre est soutenue par plus de 190 organisations et coalitions, représentant plus de 16 000 organisations locales, nationales et internationales unies dans cet appel à l'action.**





BREC



Campaña Latinoamericana por el Derecho a la Educación









